*Commune des Avirons*

**Extrait N° 2 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal**

---

**Séance ordinaire du 23 février 2018**

**L'an deux mil dix-huit, le 23 février** à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur René MONDON, Maire.**

**NOTA :**

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

28 FEV. 2018

que la convocation du Conseil a été faite le **14 février 2018** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **25**.

Le Maire,

MAIRIE DES AVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

**Présents :** M. MONDON René – Mme BAILLIF Line Rose – M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline – M. ESCHYLE Gilles – Mme CADAS Isabelle – M. BENARD Alex – Mme MARCHAND Gladys – Mme MEZINO Sylvaine – Mme HEBERT Monique – M. VLODY René – M. CASSAGNABERE Patrick – M. RIVIERE Lucien – Mme RIVIERE Suzette – Mme JULLIEN Marie Josée – M. PAYET Fabrice – M. FRINGUE Mikaël – Mme BARET Liliane – Mme ABELARD Isabelle – Mme LESQUELIN Nadia – M. RIVIERE Olivier – Mme DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia – Mme ROMAINSTAL Géraldine – Mme HOARAU Annie – M. FORT Paul.

**Absents :** M. CANTINA Pierrot – M. SERMANDE Jean Pierre – M. DENNEMONT Jean Daniel – Mme SILOTIA Natacha – Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne.

**Procurations : M. RIVIERE Raphaël** a donné mandat à Mme BAILLIR Line Rose – **M. FERRERE Frédo** a donné mandat à Mme RIVIERE Suzette – **Mme CADERBY Colette** a donné mandat à M. FORT Paul.

**Secrétaire :** Le Maire propose la candidature de **Madame DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, **DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia** est désignée pour en assurer les fonctions.

❖ *Madame CARDERBY Colette intègre la salle à la mise en discussion de cette affaire.*

**& &**
**&**

**AFFAIRE N° 2 / Orientations budgétaires 2018**

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT amendé par la loi NOTRE du 07 août 2015 stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat.

En outre, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Doit y figurer notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

Par ailleurs, la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 du 22 janvier 2018 contient de nouvelles règles concernant le débat d'orientation budgétaire.

Le II de l'article 13 de la LPFP ajoute deux nouvelles informations qui devront être contenues dans le rapport présenté à l'assemblée délibérante à l'occasion de ce débat.

Il s'agit des objectifs concernant :

- ✓ *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*

- ✓ *L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.*
  *Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.*

La délibération doit être transmise, en sus du représentant de l'Etat, au président de l'EPCI.

Dans ce cadre, pour l'année 2018, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

Le débat ne donne pas lieu à un vote.

# RAPPORT D'ORIENTATIONS 2018

## COMPTE PRINCIPAL

## A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune

*(source INSEE)*

La population légale totale au 1er janvier 2015 entrée en vigueur au 1er janvier 2018 s'établit à 11 350 (-154 habitants).

Le nombre total de logements recensés en 2015 est de **4 224**.

En 2017, les naissances ont été de **151** et les décès de 47.

## B. Le contexte financier

### L'effort de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement

L'élaboration du budget primitif 2018 s'inscrit dans le cadre d'une pause dans la démarche de baisse historique des dotations de l'Etat, engagée en 2014 sur la base d'un plan d'économies de 50 milliards d'euros de dépenses publiques dont 11,5 milliards ont concerné les collectivités locales entre 2014 et 2017.

Néanmoins, désormais, les collectivités territoriales vont contribuer à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées. Ainsi, l'évolution des dépenses va être cantonnée à l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des communes correspond à un taux de croissance annuel de 1,1 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017.

L'Etat souhaite ainsi réaliser 13 milliards de nouvelles économies d'ici 2022 en imposant aux collectivités une maîtrise de leurs dépenses annuelles de fonctionnement.

Les 300 plus grandes collectivités de France vont devoir négocier un contrat financier avec les Préfets et celles qui ne respecteront pas l'engagement verront leurs dotations diminuer. Les plus petites collectivités, comme notre commune, devront se donner cet objectif sans, pour l'instant, être engagé contractuellement.

La Commune des Avirons s'est déjà inscrite depuis 2015 dans un cycle de maîtrise de l'évolution de ses dépenses de fonctionnement. Cet effort est, donc, pour ce qui la concerne à poursuivre tout en prenant en compte les conséquences des orientations politiques nouvelles.

Pour rappel, nos dépenses réelles de fonctionnement ont connu l'évolution suivante :

| 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|
| + 2,10 % | - 1,54 % | - 0,02 % |

**Le futur budget 2018 devra donc proposer une solution pour contraindre l'évolution des charges de fonctionnement tout en diminuant le recours à l'emprunt pour financer les investissements prévus.**

.../...

## La maîtrise de la dette via le suivi du ratio de désendettement

L'Etat souhaite contrôler l'opportunité du recours à l'emprunt effectué par les collectivités locales de manière à ne pas laisser dériver son impact sur les dépenses de fonctionnement. Il souhaite ainsi mesurer l'autofinancement dégagé en lien avec la maîtrise des dépenses. Ces objectifs s'appliquent aux communes de plus de 10 000 hab.

Ainsi, les principes de :

- ✓ Vote en équilibre de chaque section ;
- ✓ Couverture du remboursement annuel des capitaux d'emprunt par les ressources propres ;
- ✓ L'estimation sincère des dépenses et des recettes ;
- ✓ Se voient adjoindre un 4ème principe financier : ratio de désendettement ou capacité de désendettement qui vise à dire en combien de temps une commune mettrait à rembourser toute sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio se mesure de la façon suivante :

| ENCOURS DE DETTE AU 31/12 (résultat mesuré en années)<br>divisé par<br>EPARGNE BRUTE |
|---|

Pour atteindre ces objectifs, l'Etat fixe les plafonds à ne pas dépasser. Il fixe une norme autour de l'endettement des communes (ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent).

Ainsi, pour les communes, le seuil limite est de 11 ans et le seuil critique de 13 ans.

**Pour mémoire, la moyenne 2017 de la commune des Avirons est de 4,92 ans.**

## S'agissant des recettes :

**Le budget 2018 sera impacté par deux mesures importantes :**

### 1. Le dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale

La taxe d'habitation due sur la résidence principale sera supprimée, d'ici 2020, pour près de 80 % des contribuables.

**Le mécanisme**

Le mécanisme prévoit un abattement de 30 % en 2018, de 65 % en 2019, puis de 100 % en 2020. Il est soumis à des conditions de ressources : moins de 27 000 euros de revenu fiscal de référence (RFR) pour une part, majorés de 8 000 euros pour les deux demi-parts suivantes (soit 43 000 € pour un couple) ; chaque demi-part supplémentaire entraîne un relèvement du seuil de 6 000 euros (49 000 € pour un couple avec un enfant, 55 000 € avec deux enfants, 67 000 € avec trois enfants, etc.). Afin d'éviter les effets de seuils trop brutaux, un système dégressif bénéficie aux contribuables célibataires disposant d'un RFR situé en 27 000 et 28 000 euros, de même qu'aux couples aux RFR compris entre 43 000 et 45 000 euros.

**La compensation**

Le mécanisme du dégrèvement doit garantir la compensation intégrale des recettes de la commune.

Pour la Commune, la taxe d'habitation a représenté en 2017 un produit de 1 054 038,00 euros. Pour 2018, l'application d'un taux d'évolution des bases de 2,34 % nous amène à un produit escompté de 1 078 702 euros. L'application de la réforme en supposant une

.../...

compensation intégrale scinde le produit prévisionnel à la somme de 737 826 euros et la compensation à 340 876,00.

## 2. La remise en cause des contrats aidés et du remboursement correspondant :

L'année 2018 ouvre une période de remise en cause des contrats aidés jugés par l'exécutif de l'Etat couteux et inefficaces au profit d'un nouveau dispositif portant la création des Contrats Emplois Compétences (CEC) et contrats d'insertion par l'activité économique.

Ce nouveau dispositif remplace dorénavant les contrats aidés CUI-CAE. Il est soumis à des obligations pour l'employeur de mise en œuvre des actions de formation et d'accompagnement personnalisé.

Les préfets disposent désormais d'une enveloppe budgétaire annuelle de l'ordre de :

- ✓ Montant de l'enveloppe pour la Réunion : 41 millions d'euros dont 31 millions pour les CEC et 10 millions pour les contrats IAE ce qui correspond à un volume indicatif de 11 550 contrats pour la Réunion.
- ✓ Soit à une moyenne de diminution des contrats pour la Commune de 30 %.

Avec la liberté de répartir l'enveloppe au mieux des spécificités locales entre Parcours emplois compétences ou aides aux postes dans le champ de l'insertion par l'activité économique (IAE), (chantier d'insertion).

Pour les années suivantes, aucune information n'est donnée à ce jour. La prospective escompte une prévision de remboursement mais la collectivité ne dispose d'aucune garantie sur ce point.

Le budget 2018 intègre une baisse du nombre des contrats mais aussi une chute des niveaux de remboursements correspondants qui passent de la moyenne 80 à 90 % à une moyenne de 50 %.

Pour la Commune des Avirons, les conséquences sont lourdes puisqu'il a fallu réorganiser les services avec notamment :

- ✓ des décisions de réduction des effectifs (notamment au niveau des aides maternelles) ;
- ✓ des décisions de transformation des postes en agents polyvalents ;
- ✓ des décisions de transformation de certains emplois nécessaires en agents contractuels

Budgétairement, la perte de recettes sur les remboursements se chiffre à une moyenne de 700 000 euros (perte sur les CAE/CUI, perte sur les emplois d'avenir transformés en contractuels...).

**Synthétiquement, le contexte financier demeure extrêmement contraint. Le budget 2018 et les suivants seront construits sous le signe de la rigueur et de la maitrise des dépenses en tenant compte du respect des objectifs fixés à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022.**

**Sur les années 2015 à 2017, la Commune a fait de gros efforts sur la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement. Cette tendance devra être consolidée tout en prenant acte de la volonté politique de restructurer et de dynamiser la gestion humaine des services.**

S'agissant des recettes de fonctionnement, l'année 2017 a confirmé la chute puisque la Commune enregistre une diminution de plus de 6 %.

.../...

En 2018, les recettes liées aux dotations (hormis le poste remboursement sur les contrats) seront moins contraintes mais le budget va toujours s'inscrire dans un contexte budgétaire difficile et ne pourra se construire qu'au travers d'une gestion rigoureuse et bien encadrée notamment au travers de la maîtrise des dépenses.

Pour atteindre cet objectif, la prospective financière doit garantir :

- ✓ Une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement ;
- ✓ Un niveau d'autofinancement nécessaire au financement des investissements afin de maintenir un recours limité à l'emprunt.

Globalement, la ville compte :

- ✓ Poursuivre la maîtrise poussée des dépenses générales de fonctionnement. L'objectif, pour 2018, étant de maintenir le niveau identique à celui enregistré en 2017.
- ✓ Sur les dépenses de personnel, l'objectif est de limiter l'évolution du poste à un maximum de 2,30 %. Il s'agira d'absorber, dans ce cadre, les avancements de grades et titularisations, le nouveau régime indemnitaire, les créations nouvelles de postes ainsi que les évolutions des taux sur les différentes cotisations tout en intégrant le travail lié à la réduction des effectifs en contrats aidés et la suppression des emplois d'avenir.

- ✓ En recettes, la Commune :
  - o En matière de fiscalité directe : intègre une dynamique des bases de 2,58%. Les taux ne seront pas modifiés ;
  - o Escompte sur une dynamique des recettes liées à l'octroi de mer de 4 % ;
  - o Table sur une stabilité des recettes liées aux dotations de l'Etat (malgré un écrêtement dû à la baisse du chiffre population INSEE).
- ✓ En investissement, la Commune poursuit le maintien de sa capacité d'investissement aux alentours de 4 millions à l'exception de l'année 2018 qui enregistrera un montant exceptionnel de 8 millions du fait du report en restes à réaliser de grosses opérations engagées sur 2017.

En 2018, la ligne de conduite retenue demeure inchangée. Notre stratégie est basée sur les axes suivants :

- ✓ Dégager de l'épargne en contenant au maximum les dépenses de fonctionnement ;
- ✓ Contenir l'endettement ;
- ✓ Maintenir l'effort d'équipement ;
- ✓ Sauvegarder le pouvoir d'achat des familles en maintenant notamment les taux d'imposition inchangés.

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

## C. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée :

En dépenses réelles de fonctionnement :

| ANNEES | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | | Prov 2017 | | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Charges de personnel** | 7048 | 7912 | 8 438 | 8 591 | | 8 714 | | **8 915** | 9 004 | 9094 |
| ***Evolution*** | *6,83 %* | *12,26 %* | *6,64 %* | *1,82 %* | | *1,44 %* | | ***2,30 %*** | *1,00 %* | *1,00 %* |
| **Charges à caractère général (011)** | 2835 | 3095 | 2 925 | 2 786 | | 2 705 | | 2 705 | 2 705 | 2 705 |
| ***Evolution*** | *8,88 %* | *9,17 %* | *- 5,49 %* | *- 4,78 %* | | *- 2,86 %* | | ***0 %*** | *0 %* | *0 %* |
| **Atténuation de produit** | 190 | 244 | 247 | 205 | | 232 | | **205** | 205 | 205 |
| **Contingent et participations** | 337 | 371 | 360 | 369 | | 351 | | 354 | 357 | 360 |
| **Subventions versées** | 500 | 501 | 459 | 376 | | 324 | | **330** | 330 | 330 |
| **Autres charges** | 37 | 192 | 146 | 55 | | 50 | | **10** | 10 | 10 |
| **CH Réelles de fonctionnement** | **10 948** | **12 316** | **12 575** | **12 381** | | **12 379** | | **12 519** | **12 611** | **12 704** |
| ***Evolution*** | *5,33 %* | *12,500 %* | *2,10 %* | *- 1,54 %* | | *- 0,02 %* | | ***1,13 %*** | *0,74 %* | *0,74 %* |

Les dépenses de fonctionnement répondent à l'encadrement du pourcentage maximal d'évolution de 1,1%.

.../...

En recettes réelles de fonctionnement

| ANNEES | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Prov 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Octroi de mer** | 4 923 | 5 021 | 5 119 | 5 320 | 5 433 | **5 655** | 5 768 | 5 883 |
| *Evolution* | *0,80 %* | *1,99 %* | *1,95 %* | *4 %* | 2,12 % | **4 %** | 2 % | 2 % |
| **Contributions directes** *(avec compensations fiscales)* | 1 952 | 1 975 | 2 099 | 2 166 | 2 231 | **2 288** | 2 347 | 2 318 |
| *Evolution* | *8,92 %* | *1,18 %* | *6,28 %* | *3,19 %* | *3 %* | ***2,58 %*** | ***2,58 %*** | ***2,58 %*** |
| **Taxes/ carburants** | 993 | 1 000 | 1 021 | 1 047 | 1 183 | **1 183** | 1 183 | 1 183 |
| **DSC** | 643 | 666 | 670 | 165 | 0 | **0** | 0 | 0 |
| **Autres impôts et taxes** *(FPIC, Taxes mutations)* | 558 | 618 | 470 | 743 | 615 | **615** | **615** | **615** |
| **S/T Impôts et taxes** | **9 069** | **9 280** | **9 379** | **9 441** | **9 462** | **9 741** | **9 913** | **9 999** |
| *Evolution* | *1,80 %* | *2,33 %* | *1,07 %* | *0,66 %* | *0,22 %* | ***2,95 %*** | *1,76 %* | *0,86 %* |
| **Dotation forfaitaire** | 1 558 | 1 473 | 1 276 | 1 109 | 1 038 | **1 023** | 1 038 | 1 038 |
| *Evolution* | *0,97 %* | *- 5,52 %* | *- 13,32 %* | *- 13,09 %* | *- 6,84 %* | ***- 1,44 %*** | ***1,46 %*** | *0* |
| **Compensations contrats aidés** | *1 116* | *1 769* | *1 886* | *2 002* | 1 868 | **1 168** | **1 168** | **1 168** |
| *Evolution* | *- 4,12 %* | *36,88 %* | *6,21 %* | *5,80 %* | *- 6,69 %* | ***- 37,47 %*** | ***0 %*** | ***0 %*** |
| **Autres recettes** *(dont DNP, fonds d'aide à la construction, fonds d'amorçage, partic. diverses)* | 1 254 | 999 | 1 431 | 1 445 | 1 257 | **1 127** | **1 127** | **1 127** |
| **S/T Dotations et participations** | ***3 928*** | ***4 241*** | ***4 593*** | ***4 556*** | **4 256** | **3 318** | **3 333** | **3 333** |
| *Evolution* | *9,93 %* | *7,38 %* | *7,66 %* | *- 0,81 %* | *- 6,58 %* | ***- 22,02 %*** | *0,45 %* | *0 %* |
| **Redevances et recettes diverses** (70+75+013+77) | ***693*** | ***801*** | ***692*** | ***1 339*** | **766** | **766** | **766** | **766** |
| *Evolution* | *- 15,84 %* | *20,46 %* | *- 10,98 %* | *48,32 %* | *- 42,79 %* | | | |
| **TOTAL RRF** | ***13 690*** | ***14 322*** | ***14 664*** | ***15 368*** | **14 391** | **13 825** | **14 012** | **14 098** |
| *Evolution* | *4,16 %* | *4,61 %* | *2,39 %* | *+ 4,80 %* | *- 6,35 %* | ***- 3,93 %*** | *+ 1,35 %* | *+ 0,61 %* |

En 2018, les conséquences de la baisse des remboursements sur les contrats sont importantes.

.../...

En termes d'analyse budgétaire, ces hypothèses nous conduisent à :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Prov 2017 | | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Excédent brut de fonctionnement** | 2 741 | 2 005 | 2 089 | 2 987 | 2 012 | | 1 306 | 1 401 | 1 394 |
| **Résultat financier (Pdt-ch)** | - 326 | - 328 | - 306 | - 293 | - 264 | | - 255 | - 249 | - 222 |
| **Epargne brute** | **2 415** | **1 677** | **1 783** | **2 694** | **1 748** | | **1 051** | **1 152** | **1 172** |
| **Remboursement du capital de la dette** | 710 | 842 | 834 | 830 | 817 | | 819 | 831 | 813 |
| **Epargne nette** | **1 705** | **835** | **949** | **1 864** | **931** | | **232** | **321** | **359** |
| **Recettes propres d'investissement** *(recettes diverses FRDE, taxe d'aménagement ...hors 1068)* | 224 | 168 | 379 | 440 | 388 | | 388 | 388 | 388 |
| **Subventions et FCTVA** *(y /c RAR)* | 2 600 | 1 682 | 2 643 | 2 306 | 1 401 | | 4 414 | 3 013 | 1 880 |
| **Marge d'autofinancement** | **4 529** | **2 685** | **3 971** | **4 610** | **2 720** | | **5 034** | **3 722** | **2 627** |

La simulation montre qu'une fois le remboursement de la dette effectué notre marge d'autofinancement ne se maintient que si le niveau de subventions des investissements est à son maximum. Pour remonter ce ratio, des efforts supplémentaires devront être faits sur le fonctionnement pour dégager une épargne plus confortable.

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses d'investissement des chapitres 20,21 et 23 | 5 102 | 4038 | 5677 | 2526 | 3247 | 8108 | 3225 | 3626 |

.../...

En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :

| | Prov 2017 | Prév 2018 | Prév 2019 |
|---|---|---|---|
| Produit des emprunts *(Y/C RAR et PREV)* | **600** | **1 176** | |
| FCTVA | **316** | **400** | **1 330** |
| Taxe d'aménagement | **283** | **200** | **228** |
| FRDE | **105** | **110** | **108** |
| Subventions *(Y/C RAR et PREV)* | **697** | **3 626** | **1 294** |
| Epargne | **931** | **232** | **321** |
| **TOTAL recettes** | **2 932** | **5 744** | **3 626** |
| **Résultats de l'exercice (RI-DI)** | **- 315** | **- 2 364** | **-** |
| **Résultats antérieurs** | **2 679** (2016) | **2 364** (2017) | **-** |
| **Résultats finaux** | **2 364** | **-** | **-** |

Pour 2017 :

Les restes à réaliser devraient s'élever :

- En dépenses à : 3 502 881,00
- En recettes à : 2 659 270,00

L'exécution en dépenses devrait s'établir :

- En investissement : les réalisations à environ 4 310 334,54 €
- En fonctionnement : 13 296 574,56 €

L'exécution des recettes devrait s'établir à :

- En investissement : 3 655 395,60.
- En fonctionnement : 16 315 239,94 euros.

Pour 2017, l'épargne brute devrait avoisiner les 1 748 260 euros.

L'épargne nette devrait être de l'ordre de 931 000 euros.

La section d'investissement devra bénéficier d'un résultat affecté de 1 498 549,00. Le disponible net à affecter devrait s'élever à 1 520 115 euros.

Les opérations à retenir sur 2017 sont notamment :

- ✓ Les portages fonciers divers ;
- ✓ L'acquisition de l'immeuble Vitry au centre-ville ;
- ✓ Les études pour :
  - o l'extension du cimetière ;
  - o la création de la zone d'aménagement concertée de la zone AUs du Tévelave en amont ;
  - o La réhabilitation des locaux de l'ex-ARAST en services communaux ;
  - o La réalisation d'un parking pour l'école de Ravine Sèche ;
  - o La troisième tranche de l'école du Ruisseau.
- ✓ Les travaux pour :
  - o La modernisation des chemins La Brune et Bellevue ;

.../...

- Les travaux pour l'équipement sportif du Ruisseau.

## D. S'agissant des effectifs communaux

Pour 2018, la gestion des ressources humaines devra continuer à s'exercer dans un cadre budgétaire très rigoureux.

En effet, la prospective prend en compte :

- ✓ L'impact de la fin des emplois d'avenir et la transformation des postes en contractuels ;
- ✓ La réduction des effectifs en contrats aidés et la baisse importante du taux de remboursement ;
- ✓ L'impact des mesures nationales notamment les textes nouveaux en matière statutaire ; le nouveau régime indemnitaire et les revalorisations des taux de cotisations ;
- ✓ L'impact de la poursuite de la politique de titularisation : 4 agents en 2018 ;
- ✓ Les départs en retraite : 1 agent à la mi 2018, 5 agents débuts 2019.

L'augmentation prévisionnelle des dépenses sera cantonnée à un maximum de 2,30 %.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Titulaires | 88<br>7 CAT A –<br>18 CAT B –<br>63 CAT C | 93<br>9 CAT A – 17<br>CAT B – 67<br>CAT C | 92<br>8 CAT A – 17<br>CAT B – 67<br>CAT C | 92<br>9 CAT A – 17<br>CAT B – 66<br>CAT C | 91<br>9 CAT A – 17<br>CAT B – 65<br>CAT C |
| CDI | 48 | 46 | 45 | 44 | 40 |
| CDD | 12 | 9 | 19 | 20 | 32 |
| Apprentis | 0 | 3 | 4 | 4 | 3 |
| Emplois d'avenirs | 5 | 31 | 28 | 29 | 19 |
| CUI/CAE | 153 | 144 | 152 | 158 | 142 |
| **Effectif global** | 306 | 326 | 340 | 347 | 327 |

Le temps de travail :

- Temps complet : 171 agents ;
- Temps non complet : 156 agents ;
- 2 agents titulaires en disponibilité ;
- 2 agents CDI en congés sans rémunérations pour convenances personnelles.
- Les heures supplémentaires éventuellement effectuées donnent lieu à récupération.

En 2018, l'effectif global devrait poursuivre sa diminution pour atteindre un prévisionnel d'environ 310 agents avec des mouvements notamment sur la partie contrats aidés : prévisionnel de 126 contrats emplois compétences et il ne devrait nous rester que 3 emplois d'avenir. Par contre l'effectif CDD sera en augmentation pour atteindre environ 43 agents.

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

| NATURE | LIBELLES | 2013 | 2014 | % EV. 14/13 | 2015 | % EV. 15/14 | 2016 | % EV. 16/15 | 2017 | % EV. 17/16 | PREV 2018 | % EV. 18/17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6218 | *Autres personnels extérieurs* | 5 318,52 | 5 879,94 | 10,56% | 0,00 | -100,00% | 0 | | 0 | #DIV/0! | 0 | #DIV/0! |
| 6331 | *Versement de transport* | 67 783,00 | 97 904,00 | 44,44% | 106 228,00 | 8,50% | 108 134,00 | 1,79% | 108 491 | 0,33% | 108 491,00 | 0,00% |
| 6332 | *Cotisations versées au FNAL* | 21 594,00 | 24 495,00 | 13,43% | 26 571,00 | 8,48% | 27 055,00 | 1,82% | 27143 | 0,33% | 26 874,96 | -0,99% |
| 6336 | *Cotisations CNFPT et CDG* | 50 740,46 | 53 699,58 | 5,83% | 56 188,84 | 4,64% | 54860,12 | -2,36% | 65 698,70 | 19,76% | 68 000,00 | 3,50% |
| 64111 | *Rémunération principale personnel titulaire* | 1 651 515,11 | 1 871 156,02 | 13,30% | 1 934 769,20 | 3,40% | 1 946 905,60 | 0,63% | 1966 574,67 | 1,01% | 2 050 000,00 | 4,24% |
| 64112 | *NBI, supplément familial de trait.et ind. résidence personnel titulaire* | 49 430,64 | 51 263,94 | 3,71% | 60 797,73 | 18,60% | 64 496,04 | 6,08% | 60 317,98 | -6,48% | 61 000,00 | 1,13% |
| 64118 | *Autres indemnités personnel titulaire* | 980 899,67 | 1 113 520,52 | 13,52% | 1 149 324,73 | 3,22% | 1 167 843,03 | 1,61% | 1 193 053,74 | 2,16% | 1 300 000,00 | 8,96% |
| 64131 | *Rémunérations personnel non titulaire* | 1 273 838,06 | 1 101 615,91 | -13,52% | 1 059 879,39 | -3,79% | 1 134 922,68 | 7,08% | 1 249 942,98 | 10,13% | 1 600 000,00 | 28,01% |
| 64162 | *Emplois d'avenir* | 50 441,90 | 315 421,48 | 525,32% | 527 708,28 | 67,30% | 467 595,33 | -11,39% | 420 801,85 | -10,01% | 230 000,00 | -45,34% |
| 64168 | *Autres emplois d'insertion ( CUI/CAE)* | 1 414 952,68 | 1 638 040,76 | 15,77% | 1 762 789,06 | 7,62% | 1 799 107,60 | 2,06% | 1 720 756,23 | -4,36% | 1 580 000,00 | -8,18% |
| 6417 | *Rémunérations apprentis* | 0,00 | 11 968,10 | #DIV/0! | 26 807,82 | 123,99% | 36 698,08 | 36,89% | 31 527,01 | -14,09% | 31 000,00 | -1,67% |
| 6451 | *Cotisations à l'URSSAF* | 569 195,00 | 560 155,00 | -1,59% | 577 621,00 | 3,12% | 604 686,00 | 4,69% | 750 515,00 | 24,12% | 780 000,00 | 3,93% |
| 6453 | *Cotisations aux caisses de retraites* | 603 336,97 | 724 475,37 | 20,08% | 768 282,06 | 6,05% | 782 615,97 | 1,87% | 797 803,11 | 1,94% | 800 000,00 | 0,28% |
| 6454 | *Cotisations aux ASSEDIC* | 172 777,00 | 193 632,00 | 12,07% | 213 803,00 | 10,42% | 222 116,20 | 3,89% | 216 764,00 | -2,41% | 174 000,00 | -19,73% |
| 6455 | *Cotisations pour assurance personnel* | 33 969,41 | 45 388,34 | 33,62% | 46 319,44 | 2,05% | 43 759,08 | -5,53% | 59 025,63 | 34,89% | 75 000,00 | 27,06% |
| 6456 | *Versement au fnc du supplément familial* | 54 066,12 | 54 269,06 | 0,38% | 70 158,91 | 29,28% | 85 776,39 | 22,26% | 15 043,00 | -82,46% | - | -100,00% |
| 6457 | *Cotisations sociales liées à l'apprentissage* | 736,00 | 650,00 | -11,68% | 1 561,00 | 140,15% | 2 214,00 | 41,83% | 1 939,00 | -12,42% | 1 400,00 | -27,80% |
| 6472 | *Prest. familiales directes* | 25 521,20 | 23 965,63 | -6,10% | 21 704,34 | -9,44% | 14 921,67 | -31,25% | 1 482,65 | -90,06% | 1 500,00 | 1,17% |
| 6475 | *Médecine du travail-pharmacie* | 21 891,52 | 24 833,99 | 13,44% | 26 971,69 | 8,61% | 27 187,61 | 0,80% | 27 578,28 | 1,44% | 27800,00 | 0,80% |
| **TOTAL** | | **7 048 007,26** | **7 912 334,64** | 12,26% | **8 437 485,49** | 6,64% | **8 590 894,40** | 1,82% | **8 714 457,83** | 1,44% | **8 915 065,96** | 2,30% |

.../...

## E. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette 2017 s'établit au 31 décembre à 8 606 244,48 euros soit 758,26 euros par habitant.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Encours au 31/12 | 10 132 | 9 937 | 9 654 | 8 823 | 8 606 |
| CAF | 2 415 | 1 677 | 1 783 | 2 694 | 1 748 |
| Ratio de capacité de désendettement | 4,19 | 5,93 | 5,41 | 3,28 | 4,92 |

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 67,56 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 32,44 %

L'encours se situe en dessous de la moyenne des villes de 10 000 à 20 000 habitants (moyenne des villes nationales 2015 : 958,59 euros/habitant).

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

L'encours prévisionnel 2018 (hors nouvel emprunt) devrait passer au 31/12 à une somme de 7 786 546,98euros.

Pour l'année 2018, l'annuité, sur cette base, s'élèvera à :

- Capital : 819 697,50
- Intérêts : 254 962,07

**Pour ce qui concerne l'année 2018**

Globalement, la Commune escompte sur un budget global annuel de 13 800 000 en fonctionnement et 8 millions en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles citées ci-dessous, en sachant que pour la plupart des opérations des dossiers de demandes de subventions ont été déposés ou sont en cours de constitution. Comme les années précédentes, quitte à différer des programmations sur l'année N+1, l'engagement effectif des opérations restera conditionné à l'obtention effective des financements. L'appel à l'emprunt devra demeurer limité et en tout état de cause ne pas dépasser 1200 000 euros (hors RAR).

**a.** Finalisation des opérations portées en restes à réaliser pour un montant estimé à 3 502881,00 notamment :

- ✓ Les travaux de création d'un parking pour l'école de Ravine Sèche ;
- ✓ Les travaux d'agrandissement du réfectoire de Paul Hermann ;
- ✓ Les travaux d'extension du cimetière ;
- ✓ Les travaux pour l'accessibilité des bâtiments ;
- ✓ La modernisation de l'ex-ARAST ;
- ✓ Les études diverses.

**b.** En opérations nouvelles, il s'agira notamment, d'enclencher :

| | |
|---|---|
| **Travaux :** | |
| Poursuite des divers travaux de modernisation du patrimoine routier : *(rue Francis Rivière, lotissement la forêt, chemin Maurer, Antoine zettor, ruelle des manguiers, Miel Vert et travaux post Berguitta : Paul Hermann, Bellecombe, Alambic, Queue de Cheval, Piton Rouge, Mélina, Impasse de la Source et Joseph Baronce)* | 1 200 000 |
| Travaux de création des salles de veillées | 1 250 000 |
| Travaux d'extension de l'école du ruisseau | 1 150 000 |
| Travaux de réhabilitation de la mairie | 750 000 |
| Travaux d'insonorisation de la cuisine centrale | 250 000 |
| **Etudes :** | |
| Lancement des études pour l'aire de pique-nique du Tévelave | 70 000 |
| Lancement des études pour la réfection de la piscine municipale | 90000 |
| Reprise de la procédure de révision du PLU | |
| Poursuite de la procédure de création de la ZAC bas du Tévelave | |
| Reprise des études pour la mini-gare routière et la fluidification du centre-ville | 50 000 |
| Lancement des études pour la transformation des anciens locaux du SDIS en services techniques | 70 000 |
| **Foncier :** | |
| Paiement des différents portages des terrains par l'EPFR | 216 000 |
| **En équipements, mobilier et matériels divers:** | |
| Mobilier pour les écoles et les restaurants : | 100 000 |
| Mobilier et équipement pour les services communaux | 150 000 |

## F. Pas d'engagements pluriannuels

**Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à débattre des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2018.**

Après discussions, les **orientations budgétaires 2018** sont fixées telles que présentées ci-dessus tant pour le fonctionnement que pour l'investissement.

**Et les membres ont signé.**

**Pour expédition conforme,**

**Le Maire,**

MAIRIE DE SAVIRON ☆ ILE DE LA REUNION ☆

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de La Réunion ; 27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Tél. : 02 62 92 43 60 ; Fax : 02 62 92 43 62 ; greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*